

La colère des orthophonistes enfin entendue ?

Jeudi 2 février était un jour de mobilisation nationale pour les orthophonistes. À Blois, le rendez-vous était donné devant la Maison de la magie.

Cela fait désormais plus de trois ans que la profession est mobilisée. Nous lui avons consacré un article dans notre édition du 25 novembre dernier. À l'époque, Hélène Sagne, orthophoniste libérale à Chaumont-Sur-Loire, nous avait confié que la profession était menacée de disparition tant elle était dévalorisée en matière de salaire. Pourtant les orthophonistes libéraux sont débordés - « J'ai passé les 200 personnes en attente de bilan sur ma liste », explique cette professionnelle - et il y a de plus en plus de postes vacants à l'hôpital et dans le public. Selon les orthophonistes, l'allongement des études sans aucune revalorisation des salaires est en cause. « Le master en orthophonie (bac+5) ne correspond à l'hôpital qu'à un salaire bac+2, soit 47 € de plus que le Smic. Ce qui entraîne une désaffection des postes hospitaliers » et automatiquement un manque de maîtres de stage.

Jeudi 2 février, la fédération nationale des orthophonistes lançait une journée d'action à travers toute la France avec pour objectif de rencontrer des élus socialistes. À Blois, le lieu de rendez-vous était fixé devant la Maison de la magie, peut-être avec l'espoir d'un coup de baguette magique de Robert Houdin !

Peu nombreuses, mais très

motivées, les orthophonistes se sont rendues à la permanence socialiste où elles ont été accueillies par Frédéric Orain, premier secrétaire de la fédération départementale, à qui elles ont confié leurs inquiétudes.

Hélène Sagne explique que les primes annoncées par Marisol Touraine, ministre de la Santé, « ne sont qu'un leurre » : « L'octroi de prime concernera uniquement un orthophoniste par Groupement hospitalier territorial, pour quelqu'un qui serait nouvellement embauché. Il y aura un groupement hospitalier par département ou par région - on ne sait pas encore comment se fera le découpage. Pour cette personne, il y aura une proposition de prime soumise à accord du directeur de l'Agence régionale de Santé (ARS) et du directeur de l'hôpital, renouvelable chaque année. Cela concernera une vingtaine de personnes en France ». Une explication qui ne correspond absolument pas aux attentes de la profession mais qui a pu faire diversion pour certains.

« Il y a une forme d'urgence »

Frédéric Orain lui-même pense s'être trompé. Après s'être entretenu avec les orthophonistes, il avoue : « Je ne pensais pas que c'était aussi grave. Il y a une forme d'urgence. Je pense



Peu nombreuses mais motivées !

Laurence RICHER

qu'il y a eu un manque d'écoute et que leur demande est légitime. Moi, ce qui me choque le plus c'est le problème d'accès aux soins. Ça dépasse la profession et la Région. Ça laisse un

goût amer ».

Frédéric Orain indique qu'il fera remonter le contenu des échanges et ses impressions au ministre ainsi qu'au candidat Benoit Hamon. De leur côté, les

orthophonistes, par la voix d'Hélène Sagne, se disent satisfaites de cette entrevue, tout comme du rendez-vous qu'elles avaient le lendemain avec l'ARS. « On a été très bien accueillies et

écoutées. On a pu s'exprimer et donner la réalité de ce qu'on vit, c'est une première avancée ».

Laurence RICHER